

existe, on veut que le Canada s'améliore et on veut surtout que le Canada se renouvelle, en tenant compte des réalités culturelles, linguistiques, sociales et économiques. C'est très important également, mais j'avouerais à mon cher collègue de Mississauga-Sud qu'il n'y a pas un Québécois, et encore bien moins un franco-ontarien, qui va être impressionné par ses arguments économiques. Ce sera une décision du ventre qui va se prendre le 20 mai. J'espère qu'elle sera prise avec connaissance de toute cette question, parce qu'on ne convaincra pas les gens, en tout cas pas moi, en parlant d'argent. Je n'ai jamais été convaincu de cela et je ne le suis pas aujourd'hui non plus. Si c'est dans le défi à relever qu'on trouve la force, la volonté d'agir et la volonté . . .

● (1700)

[Traduction]

J'en conviens; c'est précisément ce que le député a dit, non en ces termes, mais vous l'avez au moins compris dans notre discours.

**M. Blenkarn:** C'est tout à fait ce que j'ai dit. On ne peut parler d'argent, il faut toucher la corde sensible.

**M. Gauthier:** C'est bien ce que je fais.

[Français]

Si c'est dans le défi à relever qu'on retrouve la force, la volonté d'agir de façon impérative, les Franco-Ontariens ont démontré qu'ils étaient capables de surmonter les obstacles et de mettre en place les institutions culturelles, économiques, sociales dont ils avaient besoin et qu'ils désiraient. Monsieur le président, je n'ai pas le temps aujourd'hui de faire le bilan, mais on se souviendra et on les connaît les clubs Richelieu, l'Union du Canada, le journal *Le Droit*, ces institutions que nous avons fondées, que nous avons soutenues et qui nous ont défendus. Et aujourd'hui, je peux dire que dans cette expérience de coexistence canadienne nous avons réussi à bâtir en coopération avec nos collègues de langue anglaise un pays, une fédération qui, je le crois, se compare à n'importe quel autre pays, à n'importe quel autre système politique au monde. Et j'en suis fier et j'en suis d'autant plus heureux que je pense, je suis convaincu qu'il y a moyen d'ici peu de temps de s'asseoir à une table et de négocier un renouveau constitutionnel qui sera respectueux non seulement des droits fondamentaux de la personne mais également des droits linguistiques à travers tout le Canada. Et que l'engagement pris en février dernier par cinq provinces incluant l'Ontario, ma province, le Nouveau-Brunswick, la Saskatchewan, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard, d'enchâsser les droits linguistiques dans la Constitution canadienne, je pense que c'est là un pas en avant. Il reste à convaincre évidemment l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et le Québec. Le Québec! Et pourquoi? Probablement parce que le gouvernement, le gouvernement péquiste actuel, n'a pas compris et ne veut pas comprendre ce que c'est que le Canada. Et moi je lui dis exactement ce que j'ai dit au commencement, ils ne veulent pas le Canada, ils sont voués à l'échec de ce pays, ils parlent de souveraineté-association quand on sous-entend facilement indépendance. Et c'est un mouvement irréversible dans lequel

*L'Adresse—M. Gauthier*

nous sommes tous ici engagés aujourd'hui, un mouvement irréversible vers le changement, vers un changement constitutionnel pour le mieux, je l'espère. On verra, monsieur le président. Ce n'est pas facile de tenir les propos que je tiens actuellement, je le sais, parce que les Québécois qui vont me regarder vont dire: mais Gauthier, Ottawa-Vanier, Ontario, il parle pour le changement, bien oui, parce qu'ici au Canada, j'ai encore confiance que mes enfants, ma famille, mes amis, mes concitoyens de l'Ontario et du Canada sont prêts aujourd'hui après 113 ans à renégocier, à mettre en place une constitution qui sera respectueuse de mes attentes personnelles et de celle des gens qui comme moi vivent en situation minoritaire.

Monsieur le Président, selon la position du gouvernement actuel tout est négociable, sauf la formule fédérative et l'enchâssement des droits fondamentaux individuels et linguistiques. Le gouvernement fédéral est prêt à entamer cet exercice de négociations en vue de renforcer la fédération canadienne. Je pense qu'il est important que nous, les parlementaires du gouvernement fédéral, puissions anticiper d'ici la fin de l'année une conférence constitutionnelle où les chefs des provinces constituant notre pays viendront publiquement faire le *trade-off* qu'ils veulent faire, qu'il s'agisse de ressources naturelles, de main-d'œuvre et de sa mobilité, question d'économie, de culture ou de langue, mais qu'il y ait une conférence fédérale-provinciale traitant essentiellement du renouveau de ce pays, de ce Canada à nous, de ce Canada que nous voulons garder, de ce Canada qui est le nôtre, et que nous nous devons de défendre avec autant d'énergie que possible. Monsieur le Président, il y a une menace évidemment et elle existe actuellement, c'est le régionalisme rampant actuellement selon lequel les parties se pensent plus importantes que le tout. C'est cette menace qui fait que c'est le moi qui compte et non pas le nous. C'est que aujourd'hui, et c'est là une réaction tout à fait normale, humainement explicable j'imagine, lorsqu'ils ont des problèmes, ont tendance à se renfermer, à faire de l'introversion, à se bâtir des clôtures. Il est tout à fait normal j'imagine au point de vue humain lorsqu'on se sent moins en sécurité et qu'on veuille s'isoler.

● (1710)

Mais je dis, monsieur le Président, que cette réaction ne peut continuer ainsi sans attaquer très gravement le tissu même de ce pays, et voilà pourquoi je fais un appel aussi pressant, aussi sérieux et aussi important à tout ce Parlement d'inciter ce gouvernement à convoquer une conférence fédérale-provinciale à l'automne pour vraiment poser la question, et celle qui s'impose d'abord: Êtes-vous en faveur, pour ou contre la thèse des deux peuples fondateurs? Oui ou non? On verra bien alors comment les provinces vont se situer. Ensuite on passera aux amendements constitutionnels, parce que c'est cela qui est le débat actuellement. Si je suis un citoyen de seconde zone en Ontario, je veux le savoir et je veux le savoir clairement. Je ne pense pas que le gouvernement actuel puisse me le dire clairement, parce qu'il ne peut pas renier ses engagements.